



Exco

Fiduciaire du Sud-Ouest

60 Avenue du Capitaine Resplandy
64100 Bayonne

**AGENCE LOCALE DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION**

Maison du Parc Technologique d'Izarbel
64210 BIDART

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



À l'Assemblée Générale de l'association A.N.T.I.C,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **A.N.T.I.C.** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- Le caractère approprié des principes comptables appliqués ;
- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ;
- La présentation d'ensemble des comptes ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bayonne, le 7 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes



EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST
Stanislas BERENT

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



ETATS FINANCIERS AU 31/12/2024

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
Autres immobilisations incorporelles	2 062,01	- 2 062,01				
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	50 876,62	- 48 739,87	2 136,75	4 445,07	- 2 308,32	- 51,93
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	182,38		182,38	182,38		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	53 121,01	- 50 801,88	2 319,13	4 627,45	- 2 308,32	- 49,88
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	2 453,71		2 453,71		2 453,71	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	65 792,00		65 792,00	87 758,04	- 21 966,04	- 25,03
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	272 052,74		272 052,74	366 231,68	- 94 178,94	- 25,72
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	654,02		654,02	2 354,44	- 1 700,42	- 72,22
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	340 952,47		340 952,47	456 344,16	- 115 391,69	- 25,29
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	394 073,48	- 50 801,88	343 271,60	460 971,61	- 117 700,01	- 25,53

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	28 269,75	28 269,75
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	100 103,53	143 887,97
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 14 175,68	- 14 202,95
Situation nette (sous total)	114 197,60	157 954,77
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	114 197,60	157 954,77
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	81 628,00	48 354,34
Provisions pour charges		
Total Provisions (III)	81 628,00	48 354,34
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	25 241,91	7 604,51
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	121 804,09	246 650,99
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		200,00
Produits constatés d'avance	400,00	207,00
TOTAL DETTES (IV)	147 446,00	254 662,50
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	343 271,60	460 971,61

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>	5 947,00	5 417,00	530,00	9,78
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	7 458,54	3 108,50	4 350,04	139,94
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	283 475,81	259 796,00	23 679,81	9,11
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions financières</i>				
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	6 300,00	29 250,04	- 22 950,04	- 78,46
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	1 331,30	914,87	416,43	45,52
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	304 512,65	298 486,41	6 026,24	2,02
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>	- 19,29		- 19,29	
<i>Variation de stock</i>				
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	131 741,25	110 737,67	21 003,58	18,97
<i>Aides financières</i>				
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	2 482,83	994,63	1 488,20	149,62
<i>Salaires et traitements</i>	143 354,06	148 416,36	- 5 062,30	- 3,41
<i>Charges sociales</i>	36 622,27	40 017,02	3 394,75	8,48
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	2 308,32	3 937,10	- 1 628,78	- 41,37
<i>Dotations aux provisions</i>	3 692,17	12 000,00	- 8 307,83	- 69,23
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	1 430,22	40,67	1 389,55	3 416,65
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	321 611,83	316 143,45	5 468,38	1,73
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 17 099,18	- 17 657,04	557,86	- 3,16
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	3 262,50	3 220,37	42,13	1,31
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	3 262,50	3 220,37	42,13	1,31
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilés</i>				
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 262,50	3 220,37	42,13	1,31
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	- 13 836,68	- 14 436,67	599,99	- 4,16
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		966,00	- 966,00	- 100,00
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>				
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		966,00	- 966,00	- 100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>		364,28	- 364,28	- 100,00

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		364,28	- 364,28	- 100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		601,72	- 601,72	- 100,00
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	339,00	368,00	- 29,00	- 7,88
Total des produits (I + III + V)	307 775,15	302 672,78	5 102,37	1,69
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	321 950,83	316 875,73	5 075,10	1,60
EXCEDENT				
DERCIT	- 14 175,68	- 14 202,95	27,27	- 0,19
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 343271.6 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de -14175.68 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'agence Pays Basque des N.T.I.C a pour objet de promouvoir la société de l'information, en contribuant au montage, à la coordination ou au suivi des projets de recherche, de formation et d'applications technologiques pour ses membres, dans le domaine de l'information et de la communication.

Plus généralement, dans le domaine des nouveaux réseaux numériques et du réseau câblé, elle peut réunir les compétences d'acteurs locaux autour de projets d'application multimédia, en veillant à soutenir le développement des P.M.E et P.M.I innovantes pour favoriser le développement de l'emploi dans ces secteurs.

L'Agence Pays Basque des N.T.I.C ne se substituera pas aux différents organismes existants, mais fera le lien entre les acteurs dans la mise en œuvre des projets, en sensibilisant et en conseillant les différents utilisateurs, en soutenant l'action des opérateurs de services, en imaginant de nouvelles applications, en coordination avec les prestataires techniques

Faits caractéristiques

Faits caractéristiques d'importance significative

Changement du nom commercial, actuellement LaNum

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Il a été constaté une provision pour Départ de Fin de Carrière pour un montant de 33 273.66 €

Ainsi le cumul N-1 s'élevait à 29 581.49 € et a été constaté en RAN

Pour l'exercice 2024, l'impact sur le compte de résultat est de 3 692.17 €

L'effectif est constant avec 4 salariés dont 1 cadre

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Autres immobilisations incorporelles : 12 mois

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Autres immobilisations corporelles : de 12 mois à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...)

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
<i>Frais d'établissement</i>							
<i>Frais de recherche et de développement</i>							
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>							
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>							
<i>Fonds commercial</i>							
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	2 062,01					2 062,01	
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles</i>							
Sous-total	2 062,01					2 062,01	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
<i>Terrains</i>							
<i>Constructions sur sol propre</i>							
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>							
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>							
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>							
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>	33 367,89					33 367,89	
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>							
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	11 686,35					11 686,35	
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	5 822,38					5 822,38	
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>							
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations corporelles</i>							
Sous-total	50 876,62					50 876,62	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
<i>Participations évaluées par mise en équivalence</i>							
<i>Autres participations</i>							
<i>Autres titres immobilisés</i>							
<i>Prêts</i>							
<i>Autres immobilisations financières</i>	182,38					182,38	
Sous-total	182,38					182,38	
Total	53 121,01					53 121,01	

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 062,01			2 062,01
Sous-total	2 062,01			2 062,01
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels				
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	29 511,94	1 719,20		31 231,14
Autres imm. Corp. Matériel de transport				
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	11 097,23	589,12		11 686,35
Autres imm. Corp. Mobilier	5 822,38			5 822,38
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	46 431,55	2 308,32		48 739,87
Total	48 493,56	2 308,32		50 801,88

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	182,38	182,38	
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	182,38	182,38	
ACTIF CIRCULANT	68 899,73	68 899,73	
Créances bénéficiaires et comptes rattachés	2 453,71	2 453,71	
Clients douteux ou litigieux			
Créances reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques	65 792,00	65 792,00	
Impôts sur les bénéfices			
TVA			
Autres impôts et taxes versements	500,00	500,00	
Divers	65 292,00	65 292,00	
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	654,02	654,02	
Total	69 082,11	69 082,11	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>				
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	2 624,45	3 220,37	- 595,92	- 18,50
Total	2 624,45	3 220,37	- 595,92	- 18,50

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>					
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
<i>Réserves</i>	28 269,75				28 269,75
<i>Report à nouveau</i>	143 887,97		14 202,95	43 784,44	100 103,53
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	- 14 202,95	14 202,95		14 175,68	- 14 175,68
Situation nette (sous total)	157 954,77	14 202,95	14 202,95	57 960,12	114 197,60
<i>Fonds propres consommables</i>					
<i>Subventions d'investissement</i>					
<i>Provisions réglementées</i>					
Total	157 954,77	14 202,95	14 202,95	57 960,12	114 197,60

Provisions

Provisions pour risques

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
<i>Pour litiges</i>					
<i>Pour garanties données aux bénéficiaires</i>					
<i>Pour pertes sur marchés à terme</i>					
<i>Pour amendes et pénalités</i>					
<i>Pour pertes de change</i>					
<i>Pour pertes sur contrat</i>					
<i>Autres provisions pour risques</i>	48 354,34	33 273,66			81 628,00
Total	48 354,34	33 273,66			81 628,00

Sur l'exercice 2024, il a été provisionné le montant de l'indemnité de Fin de carrière pour départ volontaire pour un montant de 33 273.66 €

Ainsi le cumul en N-1 s'élevait à 29 581.49 € et a été constaté en RAN

La dotation sur l'exercice 2024 s'élève à 3 692.17 €

Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
Dotations d'exploitation	3 692,17	12 000,00
Reprises d'exploitation		20 000,00
Total Exploitation	- 3 692,17	8 000,00
Financier		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
Exceptionnel		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 3 692,17	8 000,00

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
AUTRES DETTES	147 446,00	147 446,00		
Fournisseurs et comptes rattachés	25 241,91	25 241,91		
Dettes sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	17 729,26	17 729,26		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 780,51	28 780,51		
État et autres collectivités publiques	75 294,32	75 294,32		
Impôt sur les sociétés	339,00	339,00		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	74 955,32	74 955,32		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	400,00	400,00		
Total	147 446,00	147 446,00		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	7 658,50	5 346,00	2 312,50	43,26
Charges à payer - Divers	25 261,22	23 671,52	1 589,70	6,72
Total	32 919,72	29 017,52	3 902,20	13,45

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Charges constatées d'avance	654,02			
Total	654,02			

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Produits constatés d'avance	400,00			
Total	400,00			

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives**Subventions et Concours Publics**

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics						
Subvention d'exploitation						283 475,81
Subvention d'investissement						
Total						283 475,81

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 283 476.00 euros et comprennent :

- La subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque : 190 000.00 €
- La convention rencontres numériques : 2 250.00 €
- La convention EKIN : 25 651.00 €
- La convention EDUC KOOP : 2 440.00 €
- La convention RESOLAB : 18 933.00 €
- La convention EDIT : 44 202.00 €

Notes relatives au compte de résultat

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 33 273.66 €

les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié

- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel
- le taux moyen d'augmentation des salaires 2%
- le taux d'actualisation retenu : 3.38 %
- le taux moyen des charges sociales : 48% CADRES - 43% NON CADRES

Transferts de charges

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
Transfert de charges	6 300,00			6 300,00